

LA SOCIÉTÉ PALESTINIENNE DANS LA TOURMENTE D'OSLO (1993-2000)

AUDE SIGNOLES *

Dès leur signature, en 1993, les accords d'Oslo, impliquant la reconnaissance de l'État d'Israël, vont redynamiser un objet de discordance inter-palestinien et vont polariser, avec la nature de l'Autorité palestinienne accusée de pratiques autoritaires et de clientélisme, l'essentiel des débats internes. Le refus d'Oslo cristallise une ligne de fracture. Très vite la dégradation sur le terrain conforte a posteriori la lecture des accords de paix réalisée par les opposants à la « paix d'Oslo ». L'ensemble des fractions palestiniennes se trouve confronté à la question des priorités de la lutte politique : concentrer les efforts sur la libération territoriale ou travailler, en priorité, à la construction de l'État.

La signature des accords d'Oslo¹ le 13 septembre 1993 entre l'État d'Israël et l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) constitue un tournant dans l'histoire politique palestinienne². C'est la première fois, en effet, qu'un accord de paix conclu avec la puissance occupante vise à régler les questions de territoire et de souveraineté. Cet accord prévoit des retraits et

* POLITOLOGUE, UNIVERSITÉ DE SAINT-DENIS DE LA RÉUNION

¹ Nous nous sommes appuyée sur deux de nos ouvrages pour cet article : cf. A. Signoles, *Les Palestiniens*, coll. Idées reçues, Le Cavalier Bleu, 2005, et cf. A. Signoles, *Le Hamas au pouvoir. Et après ?*, coll. Milan Actu, Milan, 2005.

² La littérature sur les accords d'Oslo et ses effets politiques et territoriaux est volumineuse. Nous renvoyons ici à l'ouvrage de F. Debié et S. Fouet, particulièrement complet et didactique. Cf. Debié et S. Fouet., *La paix en miettes. Israël et Palestine (1993-2000)*, Paris, PUF, 2001.

redéploiements israéliens de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, ainsi que la mise sur pied d'une entité nouvelle, l'Autorité palestinienne, chargée de la gestion des affaires civiles des Palestiniens en lieu et place des autorités d'occupation. Pour Yasser Arafat, le leader du mouvement national, l'objectif à terme est de parvenir à la proclamation d'un État³ sur l'ensemble de la Cisjordanie et de la bande de Gaza avec Jérusalem-Est pour capitale. Une période intérimaire de cinq ans doit restaurer la confiance entre les deux parties avant que les négociations sur le statut permanent ne permettent de régler les questions les plus épineuses – à savoir, Jérusalem, les réfugiés, les colonies, les frontières et la sécurité. Dans les faits, la « paix d'Oslo » n'a apporté ni l'État, ni les territoires attendus, côté palestinien. Elle n'a pas plus apporté le sentiment de sécurité tant recherché côté israélien.

Il serait abusif de dire que l'instauration de l'Autorité palestinienne en 1993-1994 correspond à « l'An 1 » de la vie politique en Palestine. La société de la Cisjordanie et de la bande de Gaza s'est structurée, en l'absence d'État, autour d'un tissu associatif et institutionnel local. Toutefois, les accords d'Oslo ont ouvert la voix à la fois à la territorialisation du mouvement national et à la centralisation des pouvoirs politiques en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Or, ce déplacement du centre de gravité palestinien s'accompagne d'une formalisation et d'une institutionnalisation de la vie politique. Deux principaux débats structurent, dès lors, le champ politique interne – soit les positionnements et rapports de forces des groupes en présence : d'un côté, l'acceptation ou non des accords de paix et leur mise en œuvre ; de l'autre, la nature de l'Autorité palestinienne à la tête de laquelle Yasser Arafat est élu président en 1996.

Les accords d'Oslo, un objet de discord inter-palestinien

En dépit de l'immense espoir suscité par les accords d'Oslo au sein de la population des Territoires palestiniens, plusieurs voix émettent des critiques à leur égard. Celles-ci

³ Sur la construction d'une administration d'État en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, cf. B. Botiveau, *L'État palestinien*, Paris, Presses de Science Po, 1999 ; cf. également A. Gresh et D. Billion, *Actualités de l'État palestinien*, Bruxelles, Complexe, 2000.

ne proviennent pas uniquement des islamistes, comme les médias occidentaux l'ont trop souvent stipulé. Elles ne se limitent pas non plus aux seules factions politiques constituant le « Front du refus » à la reconnaissance pleine et entière de l'État d'Israël et composé, en plus des islamistes, de groupes membres de l'OLP issus de la gauche marxiste – comme le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) et le Front Démocratique de Libération de la Palestine (FDLP). Elles émanent également de membres du Fatah, le parti de Yasser Arafat signataire de la paix, notamment d'intellectuels et de cadres locaux du parti anciens activistes de la première Intifada. Tous font une lecture politique des accords d'Oslo.

D'emblée, les dirigeants du Hamas comme du Jihad islamique critiquent le principe des accords de paix, à savoir la reconnaissance de l'État d'Israël. Cette lecture des accords de paix est partagée par le FPLP et le FDLP qui, comme les islamistes, ont du mal à accepter l'abandon du refus de reconnaissance d'Israël par l'OLP. Mais il ne s'agit pas là d'un débat nouveau sur la scène politique palestinienne.

A sa création en 1964, le programme politique de l'OLP consiste en la récupération de l'ensemble des territoires perdus depuis 1948 au profit de l'État d'Israël. La Charte de 1968 devient rapidement le document de référence du mouvement national⁴. Elle appelle à la mobilisation du peuple contre l'État d'Israël et rejette toute idée de compromis territorial. Elle défend aussi le recours à la lutte armée « qui traduit alors le refus d'une normalisation politique qui entérinerait la disparition de la cause palestinienne »⁵. Pour

⁴ L'OLP est née en 1964 à l'instigation de la Ligue arabe. Créée en exil, elle prend d'abord ses quartiers en Jordanie, puis s'installe à Beyrouth dans la capitale libanaise à partir de Septembre Noir (1970) d'où elle est chassée violemment par une attaque militaire israélienne en 1982. Elle « atterrit » à Tunis et y reste installée jusqu'à la signature des accords de paix de 1993. Après la guerre de 1967 et la perte de nouveaux territoires arabes (dont la Cisjordanie et la bande de Gaza), plusieurs factions politiques palestiniennes cherchent à autonomiser l'OLP de la coupe des dirigeants arabes qui ont montré leur incapacité militaire à défendre la Palestine. En 1969, Yasser Arafat et son parti le Fatah prennent le contrôle d'une OLP « reformatée » : ils considèrent désormais que seuls les Palestiniens sont à même de reconquérir les territoires perdus au profit d'Israël.

⁵ Cf. H. Laurens, « La poudrière proche-orientale entre terrorisme classique et violence graduée du Hezbollah », *Esprit*, mai 2005, p. 147.

Yasser Arafat, l'enjeu est d'attirer l'attention des medias occidentaux afin qu'ils fassent connaître le « problème » palestinien à leurs opinions publiques et que le règlement du dossier avance au sein des grandes instances internationales. A partir de juin 1974 cependant, l'OLP amorce un « virage idéologique » que la signature des accords d'Oslo formalise. Le mouvement national revendique désormais l'édification d'une « autorité nationale indépendante » sur une partie seulement du territoire jusque-là revendiqué ; en l'occurrence, la Cisjordanie (Jérusalem-Est y compris) et la bande de Gaza. Il fait de cette récupération une étape intermédiaire avant la libération de l'ensemble des territoires perdus en 1948. Il s'agit d'un premier pas vers l'acceptation de l'idée qu'un autre État – Israël – puisse co-exister sur le sol palestinien. Or, le FPLP et le FDLP s'opposent catégoriquement à cette perspective. Ces deux factions continuent de vouloir œuvrer à la libération de l'ensemble de la Palestine historique et à la proclamation d'un État binational. Elles accusent Yasser Arafat de « capitulation » et se liguent dans un « Front du Refus ». En 1988, le mouvement de Yasser Arafat franchit un nouveau pas en proclamant l'État de Palestine. Le texte de la Déclaration d'indépendance consacre l'acceptation par l'OLP de la solution d'un partage territorial entre Israéliens et Palestiniens⁶. Il fait du « retrait d'Israël de tous les territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967, y compris la partie arabe de Jérusalem » et de la création d'un État palestinien sur les territoires de la Cisjordanie et de la bande de Gaza ses priorités. Ce texte condamne aussi explicitement l'utilisation de la lutte armée et « la menace de l'usage de la force, de la violence et du terrorisme ». Enfin, il appelle de ses vœux « à un règlement politique global du conflit arabo-israélien » « par des moyens pacifiques » et souligne « la nécessité de tenir une conférence internationale [...] sous les auspices des Nations Unies avec la participation des membres permanents du Conseil de sécurité et de toutes les parties au conflit ».

La proclamation de l'État de Palestine remplace le FPLP et le FDLP du côté du « Front du Refus » car ces deux formations

⁶ Xavier Baron propose le texte intégral de la Déclaration d'indépendance de l'État de Palestine ainsi qu'une analyse détaillée de ce document dans son ouvrage : X. Baron, *Proche-Orient, du refus à la paix. Les documents de référence*, Paris, Hachette, 1994.

sont toujours critiques envers le changement des priorités idéologiques et stratégiques de l'OLP. Elle conduit également les Palestiniens qui s'opposent à l'abandon de la lutte armée et à la reconnaissance (encore implicite) de l'État d'Israël sans avancée de leurs droits nationaux à rejoindre les rangs d'une nouvelle faction politique, le Hamas. Ce mouvement d'obédience islamiste a été créé en décembre 1987 à Gaza au début de la première Intifada. Son émergence est à rapporter à l'évolution dogmatique de l'OLP⁷.

Ainsi, en 1993, la signature des accords d'Oslo ne fait que donner une opportunité nouvelle à cette opposition – déjà structurée – de se manifester. Les critiques portent moins cependant sur le principe de la reconnaissance palestinienne de l'État d'Israël que sur le contenu de la paix. Car, en réalité, pour de nombreux opposants à la « paix d'Oslo », le texte signé par Yasser Arafat ne garantit pas (ou peu) la proclamation, à l'avenir, de leur droit à un État et à un territoire. Ainsi la direction du FDLP, qui se fait progressivement à l'idée de deux États, considère le processus de paix comme trop dépendant d'une médiation américaine et, *a contrario*, insuffisamment placé sous patronage international. Elle estime également insuffisantes les garanties apportées au principe d'échange des territoires contre la paix. De leur côté, les islamistes du Hamas trouvent que la paix signée est une paix partielle et tronquée qui ne peut conduire, à terme, qu'au bradage de la Palestine. Ils reprochent à Yasser Arafat sa stratégie de négociation progressive, qui repousse à plus tard les discussions sur les sujets qu'ils estiment fondamentaux pour la reconnaissance pleine et entière des droits nationaux (Jérusalem, les réfugiés, les colonies, la sécurité, les frontières). Selon eux, le chef de l'OLP a accepté la plupart des conditions et options de l'État d'Israël, Tel-Aviv ayant toujours affiché sa préférence pour des négociations graduelles plutôt que globales. La paix d'Oslo est ainsi une paix dictée de l'extérieur par l'État d'Israël et son principal allié les États-Unis, qui permettra à la puissance occupante de conforter son poids et sa présence en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, voire d'étendre son contrôle sur ces territoires – le tout avec l'assentiment de la communauté internationale.

⁷ Sur ce point, cf. A. Signoles, « Le Hamas, organisation de résistance ou organisation terroriste ? », *Mouvements rebelles*, Presses Universitaires de Rennes, à paraître.

Les mêmes critiques se retrouvent chez certains intellectuels proches du Fatah, ainsi que du côté de l'équipe des diplomates palestiniens qui ont participé à la conférence de Madrid en 1991⁸. Ces derniers, des Palestiniens de l'intérieur⁹ issus de la classe moyenne ou bourgeoisie urbaine éduquée, tous reconnus pour leurs compétences professionnelles et/ou leur rôle dans la structuration du tissu associatif en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, notamment durant la première Intifada, ont été évincés des négociations secrètes qui ont permis la conclusion des accords d'Oslo par le leadership de l'OLP basé en exil. Pour Yasser Arafat, l'enjeu consistait alors à reprendre le contrôle d'un mouvement social et politique – la première Intifada – qui lui avait initialement échappé.

Cette élite de l'intérieur, qui occupe souvent des fonctions de cadre dirigeant au sein du Fatah, accueille avec scepticisme, voire effroi, les accords d'Oslo. Elle reproche à Yasser Arafat d'avoir signé un texte très général, aux formulations (en anglais) parfois hasardeuses pouvant laisser place à des interprétations plurielles, pour ne pas dire contradictoires, dépourvu de documents cartographiques et s'appuyant principalement sur les données (statistiques) de l'occupant. En d'autres termes, elle considère que le texte comprend de nombreuses imperfections et ne part pas suffisamment des réalités territoriales et politiques du terrain. Il est vrai que les diplomates qui ont négocié Oslo sont installés à Tunis aux côtés de Yasser Arafat et ne connaissent pas (ou peu) la Cisjordanie et la bande de Gaza. Non seulement ils n'y ont pas grandi, mais encore y sont-ils interdits de droit de séjour par Israël qui, jusqu'en 1993, les considère comme des « terroristes ». Pour une partie des cadres constituant le leadership palestinien de l'intérieur, Yasser Arafat a ainsi

⁸ La conférence de Madrid qui s'est tenue en Espagne en octobre 1991 est la première tentative de la communauté internationale pour engager un processus de paix au Proche-Orient par le biais de négociations multilatérales impliquant Israël et les pays arabes. Elle est co-présidée par les États-Unis et l'Union soviétique.

⁹ Les Palestiniens dits « de l'intérieur » sont (à partir de juin 1967) les Palestiniens qui résident en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, par opposition aux Palestiniens « de l'extérieur » réfugiés au Moyen-Orient, dans les Amériques et en Europe.

commis une grossière erreur en les évinçant des négociations, car il s'est privé de ceux qui, parmi la population nationale, possédaient le savoir sur la société des Territoires.

Leurs rancœurs et atermoiements se retrouvent, en partie, dans les prises de position d'intellectuels, en particulier celles d'Edward Saïd. Ce professeur de littérature comparée installé aux États-Unis, internationalement renommé dans sa discipline, était connu jusque-là des protagonistes du jeu politique proche-oriental pour sa proximité idéologique avec le Fatah de Yasser Arafat. Mais, à partir de 1993, il se livre à une critique au vitriol de la stratégie du mouvement national ainsi que du texte sur lequel celui-ci s'est engagé vis-à-vis d'Israël. E. Saïd va même jusqu'à accuser le chef de l'OLP de « trahison ». Ainsi, il soutient que « les accords d'Oslo [...] ont été négociés du côté palestinien par des incompetents qui, contrairement à leurs interlocuteurs israéliens, ignoraient à peu près tout des aspects juridiques du conflit tout en ayant une connaissance approximative de la langue de travail, l'anglais. [D'après lui], cette légèreté s'expliquerait par la volonté de Y. Arafat de conclure un accord coûte que coûte, pour barrer la route du pouvoir aux dirigeants de [la première] Intifada, ceux de la résistance intérieure. [D'après lui encore,] le chef de l'OLP renonça dès lors aux préalables indispensables : la reconnaissance du droit à l'autodétermination, à la récupération de l'intégralité des territoires occupés en 1967, y compris Jérusalem-Est, à l'arrêt définitif de la colonisation rampante pratiquée par des Israéliens dans ces mêmes territoires, à la défense des droits légitimes des trois à quatre millions de réfugiés palestiniens »¹⁰. L'autonomie (telle qu'elle a été conçue à Oslo) ne peut donc conduire, pour E. Saïd, qu'à « la poursuite de l'occupation israélienne par d'autres moyens »¹¹. En 1994, il écrit ainsi : « A Oslo, Israël a extorqué le consentement des Palestiniens à une "autonomie limitée" qui laisse intacte sa souveraineté sur les territoires occupés en 1967. Pas une seule colonie n'a été démantelée depuis lors [...] Pas un pouce de terrain n'a été cédé à Jérusalem-Est annexée en 1967 [...] Les ressources en eau restent gérées exclusivement par [les Israéliens] [...] Les frontières, la

¹⁰ In E. Rouleau, « Edward Saïd, témoin et cassandre », *Le Monde diplomatique*, avril 1996.

¹¹ *Idem*.

sécurité intérieure et extérieure, les affaires étrangères sont toujours entre leurs mains. Leur armée s'est retirée, comme prévu, de certaines régions, mais pour se redéployer ailleurs, comme prévu également. »¹². [...] Il termine ses récriminations en déplorant le fait que le processus de paix est dénué de toute considération morale. « Ce qui a été totalement passé sous silence dans le processus de paix, ce sont les conséquences des vingt-sept années d'occupation militaire, la destruction par Israël des infrastructures et des institutions locales, son refus de reconnaître qu'il était – il l'est toujours – une puissance occupante pleinement tenue de payer des réparations aux Palestiniens, conformément aux conventions internationales »¹³.

Les oppositions (éclectiques) relatives au principe et/ou au contenu des accords d'Oslo ne parviennent pas cependant, au départ, à apparaître comme des alternatives politiques crédibles pour les populations de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Il est vrai que les Palestiniens des Territoires accueillent avec espoir, sinon enthousiasme, la signature des accords de paix. Fatigués par des années d'Intifada, ils attendent de celle-ci la « normalisation » de leurs conditions de vie. Ils soutiennent ainsi largement le parti de Yasser Arafat à l'origine de la « paix d'Oslo ». A l'inverse, ils condamnent les factions politiques qui s'y opposent – dont le Hamas qui connaît alors une baisse de popularité. Ils désapprouvent notamment les attentats anti-israéliens perpétrés par les islamistes¹⁴, dès lors que ceux-ci conduisent à des punitions israéliennes collectives (imposition de blocus, par exemple).

Mais, très vite, la dégradation de la situation sur le terrain donne raison *a posteriori* à la lecture des accords de paix réalisée par les opposants à la « paix d'Oslo ». C'est, en particulier, le cas du Hamas. Il est vrai que le processus de paix a engendré une dissociation entre le contrôle spatial des territoires qui demeure le fait des Israéliens et la gestion des populations palestiniennes qui incombe désormais à l'Autorité.

¹² Cf. E. Saïd, « Victimes consentantes », *Le Monde diplomatique*, novembre 1994.

¹³ *Idem*.

¹⁴ La branche militaire du Hamas (appelée les Brigades Ezzedine al-Qassam), se lance, dès 1993-1994, dans une stratégie de lutte armée pour exprimer son opposition aux accords d'Oslo.

Maigres, les « rendus territoriaux » réalisés par les Israéliens s'accompagnent d'une véritable fragmentation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Les zones d'autonomie palestinienne, loin d'être contiguës, sont minuscules et étriquées. Elles sont, qui plus est, mitées par la présence, en leur sein ou dans leurs environs, de colonies de peuplement¹⁵ et routes de contournement¹⁶ réservés aux Israéliens. L'émiettement du territoire est également matérialisé par des barrages militaires israéliens situés aux portes d'entrée et de sortie des villes et des villages palestiniens. Ces derniers font partie du quotidien des populations, altérant les conditions de vie, rallongeant les temps de transport. Ils renvoient, aux yeux des habitants, à la perpétuation de la domination et de l'occupation. Enfin, les bouclages fréquents des Territoires nuisent à l'économie palestinienne et conduisent nombre de travailleurs journaliers palestiniens employés en Israël à rejoindre les rangs de plus en plus nombreux des chômeurs.

Face à l'absence d'avancées concrètes sur le terrain diplomatique, les Palestiniens sont de plus en plus convaincus qu'Israël ne veut pas la paix et cherche, au contraire, à conforter sa domination politique et territoriale sur la Cisjordanie et la bande de Gaza. Le constat dressé en 2000 par le poète palestinien Mahmoud Darwich, en demeure à Paris, en témoigne : « Dès le début du processus de paix, dont j'ai tout de suite senti la fragilité, voire l'ambiguïté, je suis sorti du cercle du pouvoir, mais sans rallier l'opposition – à moins que le simple fait de refuser le pouvoir soit une manière d'être dans l'opposition. [...] Les accords d'Oslo n'apportaient pas de réponses claires à ces revendications fondamentales que sont la création d'un État palestinien, le statut de Jérusalem et le retour des réfugiés. Aujourd'hui, force est d'admettre que les Israéliens veulent bel et bien mettre la main sur Jérusalem et ses symboles religieux, fût-ce au prix du sang, qu'ils ne veulent pas d'une paix véritable et ne sont nullement disposés à accorder aux Palestiniens les garanties de justice et

¹⁵ La population de colons a plus que doublé entre 1993 et 2003, passant de 115 000 à 245 000 (Jérusalem-Est exclue).

¹⁶ Les routes de contournement relient les colonies israéliennes de la bande de Gaza et de la Cisjordanie aux principales agglomérations de l'État d'Israël (Tel-Aviv et Jérusalem) sans desservir les villes et villages palestiniens.

d'indépendance qu'ils réclament. Barricadés dans la forteresse de leurs convictions, ils considèrent les solutions provisoires d'Oslo comme définitives. »¹⁷

Les désillusions liées à la paix d'Oslo, qui croissent au fur et à mesure de la détérioration de la situation sur le terrain, conduisent ainsi nombre de Palestiniens à douter et de l'interlocuteur israélien et, surtout, de l'équipe des négociateurs de l'OLP. Les discours dénonçant la collusion d'intérêts avec les dirigeants politiques israéliens témoignent de la dégradation de la cote de popularité de ceux-ci et de la baisse de confiance qu'ils inspirent. Au-delà des personnalités calomniées, c'est la stratégie de négociation adoptée par l'OLP qui est remise en cause. L'argumentaire selon lequel une paix graduelle ne peut que favoriser Israël trouve de plus en plus écho auprès de la population, tant l'État hébreu a conforté son emprise sur Jérusalem-Est, multiplié le nombre de colons et colonies et assis sa domination en Cisjordanie, sans qu'aucune des questions clés pour la reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens n'ait trouvé de solution. Les mesures de paix graduelles (telles la libération de prisonniers politiques ou l'allègement des bouclages routiers), qui visent à (ré) instaurer la confiance entre les deux protagonistes aux yeux d'Israël et de la communauté internationale, ont ainsi permis, du point de vue palestinien, qu'Israël – en quinze ans – poursuive sa politique des faits accomplis et, *in fine*, impose unilatéralement ses solutions sur les colonies, Jérusalem, les réfugiés, les frontières et la sécurité. Elles apparaissent donc à la fois « gadgétiques », inutiles, voire contre-productives.

Les chancelleries occidentales devraient se pencher davantage qu'elles ne le font aujourd'hui sur la perte de crédibilité, côté palestinien, de la stratégie de négociation progressive. Car la reprise des négociations diplomatiques dépend (avant tout ?) de l'existence d'un accord minimal préalable sur les modalités de discussion politique.

La nature de l'Autorité palestinienne, autre source de contestation interne

Les critiques à l'égard de l'Autorité palestinienne proviennent autant, sinon plus, de l'intérieur du Fatah que

¹⁷ Cf. M. Darwich, « Ni héros, ni victime », entretien avec Fawzia Zouari, 21 novembre 2000, Jeuneafrique.com

des opposants à la « paix d'Oslo ». Quels que soient leurs protagonistes, elles portent sur les pratiques autoritaires et le clientélisme du régime. Des convergences d'intérêts existent ainsi entre les islamistes du Hamas et certains cadres du Fatah qui estiment la culture démocratique palestinienne – ancienne – largement menacée à partir de la signature des accords d'Oslo.

A l'arrivée de Yasser Arafat dans les Territoires palestiniens en 1993-94, l'heure est à la centralisation institutionnelle et administrative de l'ensemble des secteurs d'activité dont la gestion vient d'être transférée aux Palestiniens (agriculture, éducation, gouvernement local, etc.). Ce processus est réalisé aux dépens des associations civiles présentes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza qui, en l'absence d'État, ont organisé la gestion de ces activités jusque-là. La plupart des leaders du tissu associatif et caritatif ne remettent pas cette centralisation en cause car ils la considèrent comme préfiguratrice de l'État à venir. En revanche, ils critiquent les interférences récurrentes de l'Autorité palestinienne dans la conduite de leurs affaires et le « phagocytage » dont leurs organisations sont l'objet. Ils dénoncent également les atteintes commises par le pouvoir exécutif à l'encontre des libertés publiques, telles les arrestations d'opposants politiques, la censure de la presse ou les menaces pesant sur l'indépendance de la justice. Les craintes exprimées de part et d'autre renvoient à l'idée que l'Autorité palestinienne risque de reproduire les mêmes méthodes autoritaires et arbitraires que les régimes arabes environnants.

Les voix dissidentes se font particulièrement entendre au sein du Fatah et de la gauche palestinienne. Elles proviennent souvent de personnalités reconnues au niveau national et trouvent parfois écho dans l'enceinte du Parlement, institution politique nouvelle née des accords d'Oslo.

Certaines portent sur la tendance au « verrouillage » de l'espace public par le centre politique en construction et le contrôle tatillon que celui-ci exerce sur les lieux potentiels de contre-pouvoir ; notamment les syndicats, les ONG et les municipalités. D'autres se font le relais des demandes croissantes de démocratisation du régime exprimées par les populations. Nombreux sont ainsi les maires, membres du Fatah ou apparentés, à demander régulièrement la tenue d'élections municipales. Ces derniers doivent pourtant leur poste à Yasser Arafat qui a opté pour une politique de nomination des élites politiques locales à son arrivée dans les Territoires. D'autres critiques dénoncent les restrictions faites

aux libertés publiques et la politique de répression du régime à l'égard des opposants politiques (y compris islamistes). Ils ajoutent par la suite à leurs récriminations la tendance à la corruption du régime. Ainsi, en 1997, le Parlement est-il chargé d'éclaircir les pratiques de gestion financière de l'Autorité palestinienne à la suite d'accusations de malversation lancées par des intellectuels et personnalités politiques, dont la plupart sont membres du Fatah¹⁸. Deux ans plus tard, en novembre 1999, un manifeste impulsé par vingt personnalités de l'OLP s'en prend à la « tyrannie » et la « corruption » du régime. Connue sous le nom de « l'Appel des vingt », ce manifeste regroupe les signatures de neuf députés du Fatah (dont celle de Hussam Khader, l'un des représentants le plus en vue parmi les nouvelles générations du parti), d'Abdel Jawad Saleh, ancien ministre de l'Agriculture, ainsi que de personnalités respectées de la gauche palestinienne (citons Bassam Chaka, ancien maire de Naplouse victime d'un attentat israélien à la voiture piégée en 1980 et Haïdar Abdel Shafi, figure politique de la bande de Gaza élu député en 1996 et directeur du Croissant Rouge palestinien). Ce manifeste accuse personnellement le président de l'Autorité d'être responsable de « l'effrayante succession de tromperies et de mensonges » et d'avoir « largement ouvert la porte aux opportunistes qui ont répandu la corruption dans la communauté palestinienne »¹⁹. Le Parlement condamne ce document au nom de la nécessaire unité nationale. De son côté, le pouvoir exécutif arrête certains de ces signataires. Enfin, les voix critiques au sein du Fatah s'en prennent aussi au clientélisme du régime qui contribue, selon elles, à brouiller les frontières entre l'État et le parti. L'enjeu consiste, pour elles, à maintenir une capacité de distance critique à l'égard du pouvoir exécutif, alors que la tendance impulsée d'« en haut » est à la constitution d'un « parti-État ». Lors des élections

¹⁸ Le rapport que le Conseil législatif remet au pouvoir exécutif propose de « limoger plusieurs ministres et hauts fonctionnaires » et désigne nommément trois ministres en exercice. Le pouvoir exécutif palestinien fait toutefois peu de cas des recommandations parlementaires.

¹⁹ In B. Botiveau, « L'expérience palestinienne d'Oslo (1994-2000) : temps et contretemps d'une expression civile », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 9, n° 2, 2002, p. 242.

syndicales, professionnelles ou étudiantes, nombreux sont les cadres locaux du Fatah à témoigner de leur difficulté à faire admettre l'idée que voter en faveur du parti ne nécessite pas nécessairement de s'aligner sur la ligne politique du gouvernement.

Au-delà, des tensions existent au sein du Fatah à partir de la mise en place de l'Autorité palestinienne, liées aux demandes récurrentes – mais inassouvies – de renouvellement des cadres dirigeants du parti et de relance des structures décisionnelles collectives. L'arrivée de M. Abbas à la tête de l'Autorité palestinienne en janvier 2005 laisse espérer aux militants du Fatah, notamment à ceux qui se sont investis dans les comités populaires durant la première Intifada, un « plus » de démocratie interne. En vain.

Comparativement à l'activisme critique de certains militants du Fatah à l'égard de la nature et des modalités d'action de l'Autorité palestinienne, les islamistes du Hamas adoptent vis-à-vis du nouveau régime une politique d'opposition moins ostentatoire dans son ensemble. Du moins est-ce le cas de la branche politique du mouvement qui opte pour une attitude d'auto-exclusion du jeu politique palestinien dès le début des accords d'Oslo. Il est vrai qu'en 1994, des affrontements armés meurtriers entre des partisans du Hamas et les forces de police palestiniennes font émerger des menaces de guerre civile, qui conduisent les responsables islamistes à donner la priorité à la préservation de l'unité nationale. Après la conclusion d'une trêve avec Yasser Arafat, les islamistes se replient sur leur secteur d'activité traditionnelle, le social.

Le retrait du Hamas de la scène politique conventionnelle provient aussi du fait que ses cadres considèrent toute participation aux institutions nées d'Oslo comme une manière de cautionner des accords qu'ils rejettent. En 1996, ils appellent ainsi au boycott des élections de « l'autonomie », qui conduisent pourtant les habitants des Territoires à désigner un président et des députés pour la première fois de leur histoire nationale. Pour le Hamas, la nature même des deux scrutins est contestable, car les pouvoirs conférés au président de l'Autorité palestinienne et au Parlement sont insuffisants. Il est vrai qu'en vertu des accords de paix, Israël a le droit d'abroger les résolutions du Conseil qui attenteraient à sa sécurité. Pour les islamistes, le risque est grand, alors, que les nouvelles institutions palestiniennes deviennent de simples exécutants de décisions déjà prises en amont par Israël. Condamnées à être inefficaces, elles n'offriraient, à leurs yeux, qu'un

simulacre de souveraineté aux Palestiniens. La direction du Hamas critique aussi le fait que les Palestiniens de la diaspora (qui ont fui leur pays en 1948 et sont principalement installés au Moyen-Orient, dans le Golfe, en Amérique et en Europe) sont exclus des deux scrutins. Pour les cadres du mouvement, « l'autonomie » palestinienne ne permet pas à l'ensemble du peuple palestinien de défendre l'intégralité de ses intérêts nationaux au travers des nouvelles institutions élues. Leur mot d'ordre est donc le suivant : « Non aux élections associées au régime de l'autonomie ».

Mais l'attitude de boycott institutionnel du Hamas ne signifie pas un refus de la démocratie chez les islamistes. Dans les faits, le rejet des institutions nées d'Oslo ne conduit pas ce mouvement à un retrait total du champ politique. Les cadres du Hamas distinguent, en effet, deux types d'élections : les élections générales de nature politique liées au règlement du conflit israélo-palestinien, dont ils critiquent la tenue ; les élections qu'ils qualifient de « non politiques et populaires », auxquelles ils souhaitent participer activement. Ce second type d'élections concerne les différents ordres professionnels (médecins, ingénieurs, avocats, etc.), les Chambres de commerce et d'industrie, les institutions de formation professionnelle (comme les universités), les organismes de santé (les hôpitaux, par exemple), les structures de l'UNRWA (l'Agence des Nations Unies chargées de s'occuper des réfugiés) et les syndicats étudiants. A cet égard, la période du processus de paix coïncide avec la montée en puissance du Hamas au sein des organismes de représentation professionnelle et syndicale au détriment du Fatah. Les municipalités sont aussi considérées comme des institutions « apolitiques » par les cadres du Hamas, car elles ont pour fonction première de délivrer des services publics (l'eau, l'électricité, la voirie, mais aussi les infrastructures sportives, culturelles, éducatives, sanitaires, etc.) et d'améliorer les conditions de vie des populations au quotidien. Ces derniers souhaitent donc pouvoir être associés à leur gestion ou investir directement leur direction. Surtout, les municipalités sont des institutions anciennes en Palestine, qui préexistent aux accords d'Oslo : du point de vue des islamistes, toute participation à des élections locales ne saurait donc être assimilée à une acceptation du processus de paix. Les dirigeants du Hamas s'associent donc aux demandes régulières de tenue d'élections locales émises par la gauche palestinienne et certains cadres du Fatah durant toute la période du processus d'Oslo.

Au-delà, la signature des accords d'Oslo (re)pose à l'ensemble des factions palestiniennes la question des priorités de la lutte politique. En effet, le processus de construction étatique que la paix d'Oslo génère est impulsé dans un contexte d'inachèvement de la lutte nationale. Dès lors, pour les dirigeants palestiniens, l'essentiel est de savoir s'ils doivent continuer à concentrer leurs efforts sur la libération territoriale ou bien travailler désormais, en priorité, à la construction de l'État.

Ce type de préoccupations traverse le Hamas dès 1994. Certains cadres du mouvement (parmi lesquels Imad Fallouji) souhaitent que celui-ci se transforme en parti politique. En 1995, ils créent le Parti national islamique du Salut. L'enjeu est alors de doter le Hamas d'une structure de représentation officielle. Il s'agit aussi de participer à la construction des institutions politiques afin de pouvoir influencer les législations et de débattre des questions de société (telles les droits des femmes, les droits de l'homme et la démocratie, la Loi fondamentale palestinienne, etc.). L'objectif est, enfin, de ne pas rester à l'écart des élections présidentielles et législatives prévues pour 1996. Sur ce point, les membres du Parti national islamique du Salut s'écartent de la position officielle du Hamas. Certains font même le choix de se présenter aux élections sous l'étiquette d'« indépendant ». Ils estiment que la politique de boycott défendue par leur appareil dirigeant ne saurait être comprise de la population qui a « soif » d'élections²⁰.

Le discours sur l'implication nécessaire des islamistes aux débats de société et au jeu institutionnel et démocratique ne reçoit pas, cependant, un écho uniforme tout au long du processus de paix. Sa réceptivité varie en fonction du contexte politique. Elle se dégrade notamment au fur et à mesure de la détérioration de la situation. A partir de la seconde Intifada (septembre 2000), le parti islamique du Salut disparaît d'ailleurs de la scène politique. La reprise des affrontements armés israélo-palestiniens tourne ainsi, au sein du Hamas, à l'avantage de ceux qui défendent la primauté du combat nationaliste contre Israël. La même tendance se retrouve à l'intérieur des autres factions politiques palestiniennes.

²⁰ Les dernières élections en date ont eu lieu en 1976 pour la Cisjordanie et 1934 pour la bande de Gaza. Il s'agissait alors d'élections municipales.

La question des moyens de la lutte nationale est également (ré)ouverte avec la signature des accords d'Oslo, puis leur échec. La Déclaration de principes de 1993 conduit l'OLP à mettre officiellement un terme à la violence armée. Seul le Hamas considère alors que la lutte armée doit continuer. La branche militaire de ce mouvement mène d'ailleurs plusieurs vagues d'attentats-suicides contre des intérêts israéliens. Mais ce mode de combat paraît relativement illégitime aux yeux de la majeure partie de la population qui veut croire, à l'époque, dans les bienfaits du processus de paix. Les désillusions d'Oslo changent néanmoins la donne en conférant une légitimité nouvelle à la lutte armée. De plus, l'intensité de la répression militaire israélienne dès les premiers mois de la seconde Intifada pousse très vite les activistes du Soulèvement palestinien à privilégier la militarisation de leurs actions. Car, dans un tel contexte, les formes de désobéissance civile que les classes moyennes et les intellectuels avaient adoptées durant la première Intifada ne paraissent (et ne sont) plus d'aucune utilité. Ainsi, les attentats-suicides (désormais perpétrés par l'ensemble des factions politiques et non plus par les seuls islamistes) trouvent-ils le soutien croissant de la population au fur et à mesure de l'enlisement de la situation. Leur sens tactique se délite toutefois : ils sont de plus en plus appréhendés comme des seuls actes de vengeance qui répondent, au coup par coup, à la politique de répression de l'État d'Israël. Les attentats anti-américains du 11 Septembre 2001 et l'internationalisation de la « lutte contre le terrorisme » rouvrent néanmoins le débat sur la pertinence de la lutte armée à l'intérieur de la société palestinienne. La bourgeoisie des villes dénonce, par exemple, les attentats-suicides : elle les estime immoraux et, surtout, contre-productifs, car ceux-ci radicalisent l'opinion publique israélienne²¹ et plongent la communauté internationale dans la confusion. Des pétitions d'intellectuels circulent régulièrement qui condamnent l'usage de la violence armée contre les civils israéliens. En juin 2002, l'une d'elles réunit ainsi les signatures de Hanan Ashrawi, député du Fatah

²¹ A ce sujet, voir l'article de Laetitia Bucaille relatif à l'impact des attentats-suicides sur la société israélienne : L. Bucaille, « Israël face aux attentats-suicides : le nouvel ethos de la violence », *Cultures et Conflits*, n° 63, automne 2006, p. 83-99.

critique envers le parti et le pouvoir exécutif, Sari Nusseibeh, à l'époque chargé de la question de Jérusalem pour l'Autorité palestinienne, des responsables de Gaza reconnus dans le domaine médical (comme le Dr. Haïdar Abdel Shafi, président du Croissant Rouge et, Iyad Sarraj, pédopsychiatre), des professeurs de l'université de Birzeit (Salim Tamari, Rima Hammami, Jamil Hilal) ou encore des artistes (à l'instar du réalisateur Subhi Zubeidi). D'autres voix considèrent que les attentats-suicides sont légitimes, dès lors qu'ils sont commis à l'intérieur des Territoires palestiniens et dirigés contre des groupes (israéliens) participant à la perpétuation de l'occupation (les colons, par exemple). Telle est notamment la position de nombreux chefs locaux du Fatah et de la gauche palestinienne.

Enfin, l'échec des accords de paix conduit également à la (re)définition des objectifs de la lutte politique palestinienne. Des groupes d'activistes au sein de la gauche comme du Fatah posent ainsi la question de la viabilité du futur État palestinien dans un contexte d'extrême fragmentation territoriale et de perpétuation de la politique israélienne de colonisation en Cisjordanie. Certains, parmi eux, (re)parlent d'un État binational – vieux serpent de mer palestinien –, seul à même, selon eux, d'empêcher le développement d'une situation politique proche de celle de l'apartheid.

